



ECO-SUD est une association apolitique ouverte à ceux qui ont à cœur la protection de l'environnement. Ses objectifs sont les suivants : Défendre toute espèce et tout site menacés de destruction ou de dommage sur le territoire mauricien.

Protéger l'environnement. Conscientiser le public aux problèmes écologiques. Promouvoir l'équilibre entre développement et protection de l'environnement.

106 Avenue des Carangues,
Morcellement Blue Bay,
République de l'Île Maurice
Tel : (230) 631 19 94

Communiqué de presse du 13 Septembre 2025

(See English version below)

Eco-Sud loge une demande d'injonction en Cour Suprême pour protéger les baleines, cachalots et tortues marines présentes dans les eaux mauriciennes

Le 27 août 2025, l'ONG Eco-Sud a logé devant le Juge en Chambre une demande d'injonction contre 23 parties impliquées dans le commerce illégal de nage avec les cachalots, baleines et les tortues de mer, activité qui se pratique en toute anarchie et au vu de tous depuis plusieurs années dans les eaux mauriciennes et dont la promotion est faite en toute impunité sur internet.

Les parties visées par cette action en justice sont des sociétés et des particuliers, tant locaux qu'étrangers: opérateurs de bateau, skippers, moniteurs d'apnée de renommée mondiale, photographes sous-marins, guides marins, influenceurs et directeurs de compagnie. Le Juge en Chambre n'a pas souhaité émettre une injonction à ce stade (ex parte) et décidera de notre demande après avoir entendu les défendeurs à l'action.

A travers ce recours, Eco-Sud demande au Juge en Chambre d'ordonner d'urgence aux défendeurs de cesser leurs activités illégales en attendant qu'ils répondent de leurs actes dans une action en responsabilité civile qu'Eco-Sud se prépare à loger en Cour Suprême. Dans cette action principale à venir, Eco-Sud poursuit également la Tourism Authority qui, de par son inaction durant de nombreuses années, a laissé la voie libre à ceux qui ont souhaité s'enrichir sur le dos de ces baleines, cachalots et tortues de mer.

Le ministère des Pêches est également cité comme défendeur dans l'action principale, pour avoir manqué à la responsabilité que lui est conférée par la loi depuis l'entrée du Fisheries Act 2023, à savoir de veiller à ce que les baleines, cachalots et tortues marines ne soient pas harcelés.

Sous couvert d'une activité que ces individus présentent comme étant supposément 'respectueuse' et 'durable', se cache un harcèlement constant et quotidien de ces cétacés par des dizaines de bateaux et des centaines de nageurs tous les jours – des actions qui relèvent pourtant d'une offense criminelle. Les investigations effectuées par Eco-Sud révèlent l'existence d'une industrie extrêmement lucrative aux tentacules internationales, dont la promotion agressive sur les réseaux sociaux a attiré des milliers de touristes de toutes les régions du monde pour nager avec ces baleines et cachalots ces dernières années.

Les baleines jouent un rôle crucial dans l'équilibre des océans et dans la lutte contre le changement climatique, en contribuant à la régénération des écosystèmes marins, à la séquestration du carbone, au cycle des nutriments et à la production de phytoplancton, source d'oxygène pour la planète.

Ces activités illégales et ce harcèlement ont été hautement préjudiciables aux baleines et cachalots. En sus des cachalots blessés par les moteurs de bateaux, ce harcèlement quotidien impacte le temps et la qualité de repos de ces cétacés et augmente leur dépense énergétique.

D'autres activités essentielles, telles que la socialisation, la reproduction et l'allaitement sont elles aussi perturbées par le bruit des moteurs, la présence et le comportement des nageurs dans l'eau, ainsi que par la proximité des bateaux. Ces perturbations altèrent la qualité de vie des cétacés, compromettent leur survie, réduisent leur espérance de vie et leur taux de reproduction, et menacent ainsi la pérennité de leurs populations.

Les études menées par la Marine Megafauna Conservation Organisation (MMCO) tirent la sonnette d'alarme. Ces dernières années, plusieurs carcasses de cachalots ont été retrouvées dans nos eaux, un phénomène préoccupant. De nombreux cas de collision avec des cachalots ont par ailleurs été recensés, révélant des blessures graves, notamment à la tête. L'analyse des recaptures effectuée avant 2022 démontre que les populations résidentes de cachalots comptait jusque- la une trentaines d'individu. Or, à la fin de l'année 2024, celle-ci avait chuté à 25 individus. Selon Eco-Sud, la coïncidence entre ce déclin marqué et l'essor du commerce de la nage avec les baleines à Maurice n'est pas un hasard.

Les photos de bébés cachalots sévèrement blessés à la tête, diffusées sur les réseaux sociaux, ne sont qu'une illustration des préjudices subis par les baleines et les cachalots.

Il est urgent d'agir, et ce, avant qu'il ne soit trop tard. Il est de la responsabilité de chacun de protéger notre environnement et nos ressources marines. Les lois existent, mais encore faut-il qu'elles soient appliquées et respectées.

Nous dénonçons l'inaction des autorités qui, depuis des années, se sont rendues complices de cette industrie illégale. Les lois et les sanctions sont restées lettre morte. Nous saluons toutefois le changement de politique observé ces derniers mois à la Tourism Authority ainsi que la volonté de sa nouvelle direction d'agir contre les contrevenants et d'inclure les ONGs dans les discussions relatives aux réformes législatives pertinentes. Nous savons aussi que les autorités, avec l'appui de la National Coast Guard, ont sévi en mer ces derniers mois. Nous nous engageons à les soutenir dans leurs actions futures dans la mesure de nos possibilités.

Mais un constat s'impose après des mois d'investigation, la lutte contre cette activité illégale se joue autant, sinon plus, sur les réseaux sociaux qu'en mer. Les autorités ne disposent pas, à ce jour, des ressources nécessaires pour surveiller efficacement à la fois la mer et le web. Les opérations de crackdown ponctuelles n'ont eu qu'un effet temporaire et limité, car cette activité continue bel et bien au quotidien, même si elle se fait plus discrète.

Ce sont ces éléments qu'Eco-Sud a fournis au Juge en Chambre dans notre demande d'injonction. Le Juge en Chambre décidera donc de notre demande une fois les défendeurs entendus. Compte tenu du nombre de parties visées, ce processus s'annonce malheureusement long, malgré l'urgence de la situation.

Contact presse

Rachèle Bhoyroo

+230 54564057 / rachele@ecosud.mu

Press release dated September 13, 2025

Eco-Sud files requests the Supreme Court to issue an injunction to protect the whales and turtles present in Mauritian waters

On August 27, 2025, the NGO Eco-Sud filed an application for an injunction before the Judge in Chambers against 23 parties involved in the illegal business of swimming with whales and turtles—an activity carried out openly in Mauritian waters for years, in blatant disregard of the law, and promoted with impunity on the internet.

The parties targeted by this legal action are companies and individuals, both local and foreign: boat operators, skippers, world-renowned freediving instructors, underwater photographers, marine guides, influencers, and company directors. However, the Judge in Chambers did grant an injunction at this stage (*ex parte*) and will decide on our request after having heard the defendants.

Through this appeal, Eco-Sud is asking the Judge in Chambers to urgently order the defendants to cease their illegal activities pending the determination of a main civil action which Eco-Sud is preparing to file before the Supreme Court. In this main action to come, Eco-Sud is also suing the Tourism Authority, which, through its inaction over many years, has left the door open to those who wished to enrich themselves at the expense of these whales, and turtles.

The Ministry of Fisheries is also named as a defendant in the main action for having failed to fulfill the duty that the Fisheries Act 2023 entrusted in it, to ensure that whales and turtles are not harassed.

Under the guise of an activity that these individuals present as supposedly “respectful” and “sustainable,” there is constant and daily harassment of these cetaceans by dozens of boats and hundreds of swimmers every day, actions that are, in fact, criminal offenses. Investigations carried out by Eco-Sud reveal the existence of an extremely lucrative industry with international tentacles, whose aggressive promotion on social media has attracted thousands of tourists from all over the world to swim with whales in recent years

Whales play a crucial role in the balance of the oceans and in the fight against climate change, contributing to the regeneration of marine ecosystems, carbon sequestration, the nutrient cycle, and the production of phytoplankton, a source of oxygen for the planet.

These illegal activities and harassment have caused substantial prejudice to whales. In addition to sperm whales being injured by boat engines, this daily harassment impacts the time and quality of rest for these cetaceans and increases their energy expenditure.

Other essential activities, such as socialization, reproduction, and nursing, are also disrupted by engine noise, the presence and behavior of swimmers in the water, and the proximity of boats. These disturbances alter the cetaceans' quality of life, compromise their survival, reduce their life expectancy and reproduction rates, and thus threaten the sustainability of their populations.

Studies conducted by the Marine Megafauna Conservation Organization (MMCO) are sounding the alarm. In recent years, several sperm whale carcasses have been found in our waters, a worrying phenomenon. Numerous cases of collisions with sperm whales have also been recorded, revealing serious injuries, particularly to the head. Analysis of recaptures

carried out before 2022 shows that there were 30 resident sperm whales at any given time in our waters; by the end of 2024, only 25 individuals could be accounted for. According to Eco-Sud, the correlation between this marked decline in the sperm whales population and the boom in whale watching in Mauritius is no coincidence.

The photos of calves with severe head injuries, shared on social media, are just one example of the harm suffered by whales and sperm whales.

Urgent action is needed before it is too late. It is everyone's responsibility to protect our environment and marine resources. Laws exist, but they must be enforced and respected.

We condemn the inaction of the authorities, who for years have been complicit in this illegal industry. Laws and sanctions have remained a dead letter. We nevertheless welcome the policy shift observed in recent months at the Tourism Authority, as well as the willingness of its new management to take action against offenders and to include NGOs in discussions on relevant legislative reforms. We also acknowledge that the authorities, with the support of the National Coast Guard, have crackdown at sea in recent months. We are committed to supporting them in their future enforcement actions, to the best of our ability.

However, after months of investigation, one thing is clear: the fight against this illegal activity is being played out as much, if not more, on social media as it is at sea. To date, the authorities do not have the necessary resources to effectively monitor both the sea and the internet. Occasional crackdowns have had only a temporary and limited effect, as this illegal activity continues on a daily basis, albeit more discreetly.

Eco-Sud provided this information to the Judge in Chambers in our application for an injunction. The Judge in Chambers will therefore decide on our request once the defendants have been heard. Given the number of parties involved, this process is unfortunately likely to be lengthy, despite the urgency of the situation.

Media contact

Rachèle Bhoyroo

+230 54564057 / rachele@ecosud.mu